

Journée de perturbation des milieux de travail

Des milliers de travailleurs donnent une mise en garde au gouvernement Charest

par Jacqueline de Bruycker
Photos : Sylvain Roy

Plus d'un demi-million de personnes ont, le 11 décembre 2003, à travers le Québec, exprimé haut et fort leur profond mécontentement à l'égard des politiques du gouvernement Charest. Blocage de ports et de routes, fermeture d'usines, marches de jeunes parents contre l'augmentation des frais de garde de la petite enfance, plus d'un demi-million de personnes se sont levées pour dénoncer le démantèlement du Québec auquel se livre ce gouvernement.

Du Saguenay - Lac-Saint-Jean à la Mauricie, de Montmagny - Bas Saint-Laurent à la Beauce, des milliers de travailleurs, membres de syndicats affiliés à la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)** se sont mobilisés, participant, seuls ou de concert avec les membres d'autres centrales syndicales, à la journée de perturbation des milieux de travail.

Cette vaste mobilisation a pris à la CSD la forme de différentes activités sur les lieux de travail ou en dehors. Au programme, port de dossards, de



La présidente du Syndicat des salariés du centre Éloria Lepage, de Montréal, Lise Bouchard, et le secrétaire de la CSD, Robert Légaré, en tête d'une des marches de protestation qui se sont déroulées à Montréal.

macarons CSD et de T-shirts affichant le slogan « *Vous n'avez pas été élu pour ça, M. Charest* », affichage dans les milieux de travail de tracts d'information sur les projets de loi et leurs impacts sur les relations du travail, piquetages symboliques, marches, visites des bureaux de députés, etc.

Autant de façons pour les travailleurs d'exprimer, souvent spontanément, leur ras-le-bol des politiques conservatrices et anti-

syndicales du gouvernement Charest et de dénoncer son manque de compassion, son intransigence vis-à-vis l'insécurité, l'inquiétude qui étreignent les travailleurs tout comme les groupes sociaux et communautaires.

Dans chacune des régions où elle est présente, la CSD a mobilisé les membres de ses syndicats affiliés et enclenché une série de moyens de pression pour faire entendre raison au gouvernement Charest.

Des messages clairs ont été lancés aux quatre coins du Québec, des milliers de personnes ont dit au Premier ministre qu'il faisait fausse route et que le Québec dans lequel ils voulaient vivre n'avait rien de commun avec la société de droite, que, dans son aveuglement, il persiste à nous proposer. Une société qui renie toute forme de concertation pour n'être plus qu'à l'écoute des plus puissants.

Suite à la page 30

Suite de la page 29

Des visites aux députés

Dans le **Centre-du-Québec**, une cinquantaine de travailleurs, membres de syndicats affiliés à la CSD et à l'emploi de Lactantia limitée, bravant la pluie, se sont rendus à pied, en matinée, au bureau du député libéral d'Arthabaska, Claude Bachand. En son absence, ils ont remis à son attachée politique une lettre demandant au député d'« *intervenir énergiquement auprès des membres de votre caucus ainsi qu'à l'Assemblée nationale, pour que le gouvernement mette en veilleuse ses projets de loi 7, 8, 25, 30 et 31 et qu'il s'ouvre à une vraie discussion avec l'ensemble des partenaires sociaux...* »

En après-midi, un autre groupe regroupant des membres de syndicats affiliés à la CSD travaillant chez Weavexx corporation, Roland Boulanger et compagnie limitée, Groupe Sodisco – Howden inc., Agropur, coopérative agro-alimentaire et à la Ville de Victoriaville, a déposé au bureau du député une autre lettre, mais, cette fois, afin de lui signifier sa mise à pied. « *Votre collaboration à la médiocrité de la qualité de vie dans Arthabaska nous oblige à poser ce geste réfléchi. Afin de vous remplacer, une compagnie de sous-traitance assumera la relève et nous comptons sur votre collaboration pour assumer la transition...* »



Des membres de syndicats affiliés à la CSD ont manifesté sur la rue Notre-Dame Est à Victoriaville devant le bureau du député Bachand.

Des membres de syndicats affiliés à la CSD ont remis à l'attachée politique du député libéral d'Arthabaska, Claude Bachand, une lettre demandant au député d'intervenir pour que le gouvernement abandonne ses projets de loi controversés.

Le centre-ville paralysé

À **Lac-Mégantic**, quelque 150 travailleurs ont envahi les rues de la ville, paralysant le centre-ville pendant plus d'une heure. Arborant pancartes et drapeaux de la CSD et scandant des slogans mettant mal à partie le gouvernement Charest et sa réforme de l'article 45, les manifestants se sont arrêtés au bureau du député libéral de Mégantic Compton, Daniel Bouchard, dont ils ont tapissé la vitrine d'autocollants. Un temps d'arrêt ponctué de jappements, les manifestants voulant ainsi rappeler au député le manque de civisme dont il avait fait preuve à l'Assemblée nationale en jappant pendant une intervention d'une députée péquiste.

Le vice-président de la centrale, **Claude Faucher**, a ensuite pris la parole, accusant le gouvernement Charest d'être le gouvernement le plus anti-social, le plus anti-démocratique depuis celui de Duplessis. « *Nous avons un premier ministre aveuglé, innocent, incompréhensif qui veut saccager le Québec. On vous dit non, M. Charest! Non!* », s'est-il exclamé, suscitant des applaudissements enthousiastes de la foule.



Des travailleurs, membres de syndicats affiliés à la CSD, sont descendus dans les rues de Lac-Mégantic, bloquant le centre-ville.


Piquetages et marches symboliques



Des membres du Syndicat des salarié-es des Emballages Somerville (CSD) sont descendus dans la rue pour dénoncer les politiques du gouvernement Charest.

Dans la **région de Montréal**, des marches aux abords du milieu de travail ont été organisées notamment aux CLSC Lamater de Terrebonne et Sainte-Rose de Laval ainsi qu'au Centre d'accueil Éloria Lepage, alors que des salariés sensibilisaient les usagers et le public aux impacts des projets de loi controversés. Le secrétaire de la CSD, **Robert Légaré**, qui participait à ces manifestations, a dénoncé la hargne avec laquelle le gouvernement Charest s'attaque aux travailleurs et aux plus démunis de la société, les poussant à prendre la rue.

Les travailleurs des Emballages Somerville Paperboard inc., membres d'un syndicat affilié à la CSD, sont, eux aussi, descendus dans la rue, tout comme les membres du personnel de la centrale, dans un tintamarre de klaxons d'encouragement livrés par les automobilistes et les camionneurs circulant dans le secteur des rues Sherbrooke et L'Assomption.

Dans la **région de Québec**, nombre de travailleurs, dont notamment ceux membres du Syndicat national du lait, ont porté durant l'heure du dîner le T-shirt CSD, les chauffeurs d'autobus scolaire en ont fait autant tout au long de la journée, en exhibant un dossard CSD. Des manifestations au bureau des députés de la région ont, là aussi, été organisées. 

À **Sherbrooke**, durant les heures de pointe et à des endroits stratégiques, plusieurs syndicats ont fait du piquetage symbolique et distribué des tracts d'information à l'intention de la population.

À **Granby**, une délégation de travailleurs a visité le bureau du député libéral de Shefford, Bernard Brodeur, pendant qu'à Saint-Jean, plus de 400 personnes manifestaient durant l'heure du dîner devant l'Hôpital du Haut-Richelieu. Apprenant qu'un groupe d'employeurs de la région était en réunion dans un hôtel de Saint-Jean, les manifestants s'y sont rendus, mais à leur arrivée ils se sont butés à un impressionnant déploiement de policiers de la Sûreté du Québec.



GINETTE CHOQUETTE, présidente du Syndicat des salariées (es) de l'Hôpital du Haut-Richelieu et des Centres d'accueil de Saint-Jean (CSD), a fait, en compagnie de quelques centaines de membres, du piquetage symbolique devant l'établissement hospitalier.

Au CLSC Lamater, de Terrebonne, un abri avait été aménagé pour permettre aux salariés de sensibiliser les usagers et le public aux impacts des projets de loi controversés.



Jean-François Bérubé, président du Secteurs réunis Affaires sociales, et Yvon Godin, conseiller syndical à la négociation, rencontrent des salariés du CLSC Sainte-Rose, de Laval.

